

« La crise des œufs n'est pas comparable à la dioxine »

GOVERNEMENT « Nous ne devons pas relâcher notre attention », admet Kris Peeters

► Vice-Premier CD&V, ministre de l'Economie et de la Protection des consommateurs, Kris Peeters défend l'action du gouvernement.

► « Ce serait très injuste de donner à la Belgique une carte jaune ! »

► Le même veut un « audit complet » de l'Afsca.

ENTRETIEN

Kris Peeters plonge les deux mains dans le cambouis - pour ne pas dire le fipronil. Le chrétien-démocrate flamand défend l'action de la suédoise...

Dix-huit ans après la dioxine, ça recommence ?

Non. La crise des œufs n'est pas comparable à celle de la dioxine. A l'époque, j'étais administrateur délégué de l'Unizo, le patronat flamand, et j'avais pu constater l'ampleur du problème et l'impact sur la santé. Le fipronil, c'est autre chose. Une autre dimension. Mais je ne néglige rien, la santé est en jeu. Le gouvernement a bien réagi, nous ne devons pas relâcher notre attention. On a les choses en main. Mais nous devons rester vigilants. Et modestes, car il y a beaucoup de pa-

ramètres dans cette crise, il faut garder le contrôle. Denis Durcarme a très bien opéré pour son entrée en matière. Les départements ont bien collaboré : Santé, Justice, Agriculture, Economie, Emploi... Nous avons eu des contacts téléphoniques réguliers avec Charles Michel. Le comité ministériel de jeudi a permis d'optimiser la gestion collective.

Le prédécesseur de Denis Dur-

carme à l'Agriculture, Willy Bor-

sus, devenu Premier wallon, dit

avoir été prévenu le 24 juillet par

l'Afsca, bien après les premières

analyses, en juin... Souci ?

Ecoutez, nous sommes maintenant en plein dans la gestion de la crise, c'est ce qui importe, après cela nous verrons comment améliorer le fonctionnement de l'Afsca, je pense à la communication en particulier. Nous ferons une analyse approfondie et sévère.

Priorité à la gestion de la crise,

dites-vous. Quelles mesures

principalement ?

Je vois trois axes de travail. Le premier : bien informer les consommateurs. Nous avons bloqué trois entreprises supplémentaires, ce qui nous porte à 50 entreprises en tout, certaines d'entre elles traitant directement des œufs pour la consommation.

Les produits dérivés, eux, restent

dans l'angle mort... On ne peut pas tout contrôler. C'est trop vaste. On doit se concentrer sur le contrôle des œufs. C'est l'essentiel.

Deuxième axe ?

L'aide aux entreprises. Via le chômage temporaire, la réduction des cotisations fiscales et/ou sociales, pour éviter qu'elles soient poussées à la faillite.

Les indemnités ?

Elles interviendront dans un deuxième temps. Nous nous sommes adressés à l'Europe afin de pouvoir activer notre « fonds de crise », qui comporte 500 millions d'euros. Nous examinons aussi la possibilité de débloquer les « fonds sanitaires ». Enfin, nous devons régler le problème des assurances : vérifier quelles entreprises étaient « couvertes ». Nous aurons aussi des discussions avec les banques, qui doivent faire preuve de souplesse dans certains remboursements. Enfin, troisième axe de travail, je l'ai dit : un audit complet de l'Afsca.

A ce propos : le gouvernement

avait réduit de 18 % le budget de

l'Agence. Cela a eu une influence

dans sa façon d'agir ?

Nous vérifierons. En principe, il n'y a pas de lien direct.

Gros débat : on vole au secours

du secteur agroalimentaire alors

qu'il faudrait... changer le sys-

tème. Juste ?

Je ne nie pas qu'il y a là une réflexion à mener. Mais cela doit se faire au niveau européen. On a des entreprises de plus en plus grandes, avec des méthodes industrielles, il faut réfléchir à tout cela. Mais ce serait naïf de croire que l'on peut organiser nos petites entreprises agricoles à nous, en Belgique, tout seuls. J'ajoute

que les produits bios sont plus chers et que le consommateur veut des prix très bas... Or, pour avoir des prix très bas, il faut produire à une certaine échelle. Vous voyez, c'est un débat complexe, qui implique aussi la responsabilité du consommateur.

En attendant, dans l'opinion

publique, l'agroalimentaire, c'est

« tous pourris »...

Faux. Une affirmation gratuite. Les règles qui s'imposent au secteur sont très sévères en Belgique.

Notre pays risque d'être montré

du doigt à l'étranger. C'est la

tendance en France.

Ce n'est pas correct. Nous avons bien réagi face à la crise, la responsabilité est étendue, je pense notamment aux Pays-Bas. Non, ce serait très injuste de donner une carte jaune à la Belgique ! ■

Propos recueillis par
DAVID COPPI

aux syndicats « Il faut la paix sociale, c'est primordial »

On sort d'un mois de juillet engageant pour le gouvernement : budget, réforme de l'impôt des sociétés... Problème pour le CD&V ; vous n'obtenez pas la taxation des plus-values et la N-VA semble remettre en cause l'entente sur le dossier Arco, l'indemnisation des copérateurs du mouvement chrétien flamand. On a bouclé un accord budgétaire et un paquet de réformes, notamment en emploi : période d'essai, incitants à l'embauche, etc. Je me réjouis aussi de la réforme de l'impôt des sociétés. Comme des réductions fiscales pour les petits indépendants. En matière de taxation des fortunes, l'opération sur les comptes-titres pèse 254 millions

d'euros. Cela me permet de dire que, pour le CD&V, c'est un accord équilibré. Mais attention : en septembre, octobre et novembre, il faudra traduire tout cela dans des textes de lois inattaquables juridiquement et fidèles à l'accord de juillet. Ce qui signifie notamment que la réduction de l'Isoc doit être neutre budgétairement. Même chose pour Arco : il y a un accord politique, il faut l'exécuter scrupuleusement.

Les syndicats, eux, ne sont pas contents.

Il faudra convaincre les partenaires sociaux que notre paquet de mesures est équitable. Pour cela, nous devons stimuler le dialogue

social. Je lance ici une invitation aux organisations patronales et, bien entendu, aux syndicats : je suis prêt à les recevoir quand ils veulent, je suis disponible dès à présent, je peux les rencontrer début septembre s'ils préfèrent, pour donner des clarifications, toutes les informations.

La paix sociale est primordiale ?

Oui. Il y a une bonne dynamique économique, avec de bons résultats en emploi, et on ne peut pas hypothéquer tout cela avec des grèves ou de l'agitation sociale à la rentrée.

En attendant, certains voient un Michel II.

J'ai lu ça, en effet... Possible, mais en politique, vous savez... J'apprécie de travailler avec Charles Michel. Mais parler d'un Michel II alors que les élections ont lieu en 2019, ce n'est pas très sage. En politique, la conjoncture peut changer très vite. En Angleterre,

Theresa May a dissous les chambres car elle était convaincue de remporter les élections... Or, ce fut loin d'être une victoire. Pensez à la Wallonie, au changement d'alliance, le PS dans l'opposition, incroyable, qui pouvait prévoir cela ?

Que pensez-vous du coup de Benoît Lutgen ?
Félicitations. Belle manœuvre. CDH et MR

ont bien joué. Pour la Wallonie, c'est historique. Cela étant, c'est au PS de trouver maintenant un nouveau chemin positif. Avec le PTB qui monte, on verra comment Elio Di Rupo essaiera de trouver un second souffle, nous allons suivre cela. Le PS est un parti où nous connaissons beaucoup de personnes intelligentes et raisonnables.

Au fait, pourquoi pas un Peeters I^{er} en 2019 ?
(Rires) En Belgique, tout est possible. Là, maintenant, je dois trouver des solutions dans la crise des œufs. C'est mon travail. Je garde les deux pieds sur terre. ■

Propos recueillis par
D.CI

« Le changement de majorité en Wallonie ? CDH et MR ont bien joué »

ANALYSE

De l'œuf à l'os

Denis Ducarme, ministre de l'Agriculture, et Maggie De Block, à la Santé, sont en première ligne politiquement et médiatiquement, mais Kris Peeters n'est pas moins à la manœuvre dans la crise des œufs : en charge de l'Economie et de la Protection des consommateurs, il est exposé tout autant. Et précieux dans les circonstances. Son expérience le pousse

utilement à la prudence - il dirigeait l'Unizo, le patronat flamand, lors de la crise de la dioxine en 1999, qui avait emporté sa formation politique, le CVP, ancêtre du CD&V. Et sa façon de gérer sans éclat ni trompettes est sans doute une ressource pour les suédois dans ce dossier piégeant : « Il faut être modeste, car il y a beaucoup de paramètres dans cette crise, il faut garder le contrôle », prévient le chrétien-démocrate flamand. Il sait que le gouvernement marche sur des œufs, on ne

peut pas mieux dire. Il sait aussi que son bulletin à l'issue de l'épreuve - en matière de protection des consommateurs, et pour ce qui concerne le soutien aux entreprises en difficulté, majoritairement flamandes - pèsera lourd dans la balance en 2018 et en 2019, lors des campagnes en vue des communales et des législatives, des élections qui s'annoncent extrêmement compliquées pour lui, puisqu'il défiera... Bart De Wever à Anvers. Il passe un peu de l'œuf à l'os. Dur.

D.CI